

Numéro 33 - 22 septembre 2018

In Memoriam

Tran Dai Quang, président de la République socialiste du Vietnam



12 octobre 1956 - 21 septembre 2018

C'est avec grand regret que *LML* vous informe que le président vietnamien Tran Dai Quang est décédé vendredi 21 septembre à Hanoi, à l'âge de 62 ans, des suites d'une grave maladie. En dépit des soins dévoués fournis par des médecins vietnamiens et étrangers et ses proches, il n'a pu être sauvé, a dit un membre de la commission médicale du président. Sa mort est une grande perte pour le peuple du Vietnam, dont il était le défenseur.

Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), a envoyé une lettre de condoléances au peuple vietnamien par l'intermédiaire du Comité central du Parti communiste vietnamien et de son secrétaire général. Dans cette lettre, elle a exprimé les plus sincères condoléances de tous les membres du Parti au peuple vietnamien pour leur grande perte.

Tran Dai Quang est né le 12 octobre 1956 dans la province septentrionale de Ninh Bin. Il a commencé à travailler au ministère de la Sécurité publique en 1975 où il a occupé plusieurs postes. Un membre dévoué du Parti, il a été élu au Bureau politique du Parti communiste vietnamien et est devenu ministre de la Sécurité publique en août 2011, poste qu'il a occupé jusqu'à son élection à la présidence de la République socialiste du Vietnam le 2 avril 2016 lors de la 11e session de

l'Assemblée nationale de la 13^e législature. Il a également été promu général en 2012.

Le président Tran Dai Quang est particulièrement connu et admiré pour ses contributions au développement, à la rénovation et à l'ouverture du Vietnam.

Des sujets de préoccupations pour le corps politique

- **La prospérité et la concentration de la richesse - K.C. Adams**
- **Quel devrait être notre point de référence dans le référendum en Colombie-Britannique? - Peter Ewart**
- **Encore plus de comptabilité néolibérale frauduleuse à prévoir dans les finances de l'Ontario - Steve Rutchinski**
- **Désinformation au sujet de l'économie dans les élections au Québec - Pauline Easton**

À titre d'information

- **Cette économie qui n'est pas discutée dans les élections au Québec**

Ne touchez pas au Venezuela!

- **La « responsabilité de protéger » ne doit pas servir de justification pour l'agression contre le Venezuela! - Margaret Villamizar**

Cuba défend les relations internationales amicales et défend son droit d'être

- **Réception à Ottawa pour la présidente du groupe d'amitié interparlementaire Cuba- Canada**
- **L'administration Trump renforce le blocus contre Cuba**
- **Le rapport de Cuba sur la résolution 72/4 sur le besoin de mettre fin au blocus des États-Unis**
- **Des spécialistes médicaux cubains rejettent la théorie des « attaques contre la santé » des diplomates américains**

Le 73^e anniversaire de la Journée de l'Indépendance du Vietnam et le 45^e anniversaire des relations canado-vietnamiennes

- **Événements à Ottawa, Montréal et Toronto pour célébrer les liens de longue date d'amitié et de commerce**

Des sujets de préoccupations pour le corps politique

La prospérité et la concentration de la richesse

- K.C. Adams -

Il y a dix ans, le monde entier a été plongé dans une crise économique générale. Cela a commencé par une crise financière aux États-Unis. Les oligarques qui contrôlaient la firme de services financiers Lehman Brothers ne pouvaient plus soutenir leurs projets de faux billets d'hypothèques, de prêts automobiles et d'autres produits dérivés et ont donc déclaré faillite. Tous les plus gros oligopoles ont paniqué parce que le commerce, en particulier l'emprunt, et la vente

de gros articles tels que les maisons et les véhicules, s'effondraient et des millions de personnes perdaient leur maison et leur emploi.



Au lieu de voir la situation telle qu'elle se présentait et de chercher une nouvelle direction, les présidents américains Bush et Obama ont donné des milliards de dollars à l'oligarchie financière pour la secourir. Ceux-là mêmes qui étaient responsables de la crise ont été épargnés et ont pu conserver leurs privilèges, leur richesse sociale et leur pouvoir. Les travailleurs, eux, étaient laissés pour compte, leurs rêves se volatilisaient et leurs droits étaient bafoués.



Au Canada, le gouvernement a justifié le pillage du trésor public en disant que c'était pour protéger les travailleurs canadiens, avec la logique que l'effondrement du système bancaire, de l'immobilier et du secteur de l'automobile leur ferait trop mal. Or, ce n'est pas eux que le gouvernement aide avec ses plans de sauvetage pour les grandes entreprises en difficulté et les autres mesures pour payer les riches. Avec la complicité des médias, les riches tentent de cacher le fait que le système impérialiste parasitaire et décadent, sous le contrôle de l'oligarchie financière, est précisément conçu pour voter le peuple et lui faire payer les conséquences des crises qui en découlent inévitablement. Les travailleurs sont

privés de leur droit de résoudre les problèmes d'une manière qui les favorise et qui mène à une nouvelle direction pour l'économie.

Les plans de sauvetage de l'oligarchie financière, il y a dix ans, et le maintien des systèmes en place pour payer les riches ont mené à une concentration encore plus grande de la richesse et du pouvoir. Un oligarque américain, Jeff Bezos, PDG d'Amazon, possède une fortune personnelle nette de plus de 170 milliards de dollars. Selon plusieurs rapports, 117 oligopoles à propriété privée entrelacée de milliers d'entreprises et de dettes contrôlent plus de 40 trillions de dollars de richesse sociale en argent, en biens et en forces productives dans le monde entier. En d'autres termes, ces quelques oligarques ont entre leurs mains le destin de milliards de personnes et la direction du monde.

La concentration de la richesse sociale dans les mains du secteur privé s'accélère car l'objectif qui prime sur tous les autres est de servir les intérêts privés qui contrôlent l'économie. Cela veut dire que la motivation n'est pas d'assurer la prospérité pour tous mais la prospérité pour les quelques-uns au détriment de la majorité. Tout cela montre la nécessité d'un renouveau démocratique et d'un projet moderne d'édification nationale qui humanise l'environnement social et naturel et place les forces productives modernes socialisées, dans la production et la distribution industrielles, sous le contrôle des travailleurs.

Aux XVIIIe et XIXe siècles, la bourgeoisie des centres de production industrielle, du commerce et bancaires, s'est organisée et a organisé ses entreprises en opposition à l'ancien régime féodal et à l'économie de la petite production. La bourgeoisie montante s'est constituée en la nation et l'a subordonnée au droit et à la domination de la propriété privée. Cette bourgeoisie est devenue une oligarchie financière mondiale qui a mené le monde et l'humanité au bord de la catastrophe. La classe ouvrière doit maintenant prendre son destin en main et sauver l'humanité en se constituant en la nation à son tour, en mettant les forces productives socialisées sous le contrôle commun des producteurs réels et en refaisant tous les arrangements de manière à investir le peuple, les citoyens, du pouvoir de décision, plutôt que la classe dirigeante possédante et son cortège de courtisans.



Quel devrait être notre point de référence dans le référendum en Colombie-Britannique?

- Peter Ewart -

Lorsqu'ils analysent un phénomène, les êtres humains le font à partir d'un point de référence et d'une vision des choses. Il en va de même pour la discussion actuelle en Colombie-Britannique sur le prochain référendum sur la Représentation proportionnelle (RP).

Par exemple, le point de référence du camp du NON repose sur l'alarmisme et la désinformation. Cela comprend des affirmations absurdes comme quoi l'adoption de la proportionnelle va éliminer la représentation locale des électeurs, que les néo-nazis et les racistes vont devenir plus audacieux et même prendre le pouvoir et que l'économie va s'effondrer.



Pour ce qui est des partis politiques à l'Assemblée législative, leur point de référence repose sur la vision étroite qui consiste à se demander si la RP va nuire ou bénéficier à leur possibilité d'être élus.

Quel devrait être le point de référence des électeurs pour le prochain référendum ? Ce ne peut être l'alarmisme ou reposer les factions du système des partis cartellisés. Il doit reposer sur les intérêts des Britanno-Colombiens.

Les gens en Colombie-Britannique en ont plus qu'assez du système électoral dominé par les partis qui les prive de pouvoir et les marginalise. Ils veulent un plus grand mot à dire et davantage de contrôle sur l'économie, sur la politique et sur leurs vies.

C'est cette aspiration qui les pousse à voter en faveur de la RP, et ce fut la même chose lors du référendum de 1989 sur le droit de révocation des députés et d'entreprendre des initiatives citoyennes (appuyé dans les deux cas à 80 %) ou les référendums sur le système de vote unique transférable en 2005 et en 2009 que les électeurs ont appuyé à 57,7 % et 39,09 % respectivement.

C'est cet effort qui va mettre les Britanno-Colombiens en position de revendiquer plus de contrôle sur le système électoral et sur leur vie si la proportionnelle est adoptée.

Encore plus de comptabilité néolibérale frauduleuse à prévoir dans les finances de l'Ontario

- Steve Rutchinski -



Le 12 juin, le chef de la direction du Conseil canadien des affaires (CCA), John Manley, a écrit à Doug Ford, alors premier ministre désigné de l'Ontario, cinq jours à peine après l'élection du Parti progressiste-conservateur (Parti PC). John Manley, un ancien ministre libéral fédéral, a félicité Ford et lui a présenté la position du CCA sur la façon de gérer l'économie ontarienne afin de préserver et d'améliorer les intérêts privés, les privilèges, le pouvoir et la richesse des membres du CCA.

Manley a écrit : « En tant qu'association de chefs d'entreprise de tous les grands secteurs, dont la moitié représente des sociétés ontariennes employant plus d'un million de Canadiens, nous partageons votre conviction que les initiatives et les investissements privés, et non les dépenses et les déficits publics, sont la source de la croissance et de prospérité à long terme. »

Citant Moody's Investors Service et Dominion Bond Rating qui « mettent en garde contre la solvabilité fragile de la province », Manley a demandé au gouvernement Ford de « gérer le lourd fardeau de la dette publique qui a doublé au cours des dix dernières années et qui représente maintenant 350 milliards de dollars ».

L'avertissement de Manley est du déjà vu encore une fois tout comme son refus de reconnaître que les oligarques qu'il représente contrôlent une grande partie de l'économie, détiennent une grande partie de la dette publique et sont en grande partie responsables de la crise économique d'il y a dix ans et des problèmes politiques et sociaux auxquels la province est confrontée. Ce refus d'accepter la responsabilité sociale va jusqu'à priver les gens de discuter d'une nouvelle direction.



Chaque fois que les serviteurs des oligarques au pouvoir veulent plus de stratagèmes pour payer les riches, ils parlent de la nécessité de réduire le déficit et de rembourser la dette. Le résultat n'est pas de véritables solutions aux problèmes économiques ou une nouvelle direction prosociale, mais le statu quo sous forme de plus de paiements aux riches, d'emprunts publics auprès des prêteurs privés et l'offensive antisociale.

Prétendant être futé et bien maîtriser ses dossiers, Manley répète ce qu'il dit toujours et donne ses instructions à Ford : « Vous et vos fonctionnaires devez d'abord adopter un plan crédible pour assainir le gâchis financier dans lequel se trouve l'Ontario, contrôler les dépenses publiques et réduire le ratio de la dette publique par rapport au PIB de la province pour le faire passer de 37 % aujourd'hui à un niveau inférieur au niveau d'avant la récession de 27 %. »



Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement Ford ait annoncé le 17 juillet qu'il va « rétablir la confiance et la reddition de comptes dans les finances publiques de l'Ontario, en établissant une Commission d'enquête indépendante sur les finances et en procédant à une vérification externe complète des dépenses gouvernementales ».

La commission de trois personnes nommées par le premier ministre Ford est dirigée par un néolibéral antisocial invétéré, l'ancien premier ministre libéral de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell. Le site Web du gouvernement de l'Ontario note : « En tant que premier ministre de la Colombie-Britannique, Campbell a concentré ses efforts sur la création d'emplois, la baisse des impôts, la réduction de la réglementation, l'amélioration de la compétitivité et l'investissement dans l'enseignement postsecondaire. Il a également joué un rôle de premier plan dans l'ouverture de la porte d'entrée du Nord du Canada.»

Mettons les pendules à l'heure

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, au cours de sa décennie au pouvoir de 2001 à 2011, a déréglementé la foresterie et l'exploitation minière, entraînant des tragédies comme la catastrophe de la mine Mount Polley et une augmentation des exportations de grumes. Il a procédé à des compressions massives dans les services publics, notamment l'aide juridique, l'aide sociale, les services aux enfants et aux personnes âgées, qui compromettent les conditions de vie et la sécurité de milliers de personnes. Campbell a orchestré des attaques législatives contre les droits des travailleurs ainsi que leurs salaires et conditions de travail. Il a introduit la sous-traitance des services hospitaliers et des agences gouvernementales aux oligopoles supranationaux, y compris les services d'aide à l'enfance et de soutien communautaire, privant des milliers de travailleurs de la protection de leurs conventions collectives qui garantissaient un certain niveau de vie et de conditions de travail. Campbell a facilité la création de cliniques médicales privées et la fermeture de lits dans les résidences pour aînés.

Son gouvernement a détruit d'importantes réglementations régissant l'économie, telles que la loi selon laquelle les grumes devaient être transformées dans la région où elles avaient été coupées. Cela a considérablement augmenté la fermeture des usines et l'exportation de grumes non transformées, détruisant ainsi les moyens de subsistance de milliers de travailleurs de la Colombie-Britannique et des communautés tributaires de la transformation du bois. En tant que premier ministre, il a privatisé les deux tiers de BC Hydro et adopté une loi obligeant BC Hydro à acheter de l'électricité coûteuse auprès d'opérateurs privés, ce qui a fait monter en flèche les factures d'électricité. Après avoir quitté ses fonctions en 2011, il a été nommé par le Parti conservateur de Harper haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni, où il est resté jusqu'en 2016.

Les deux autres commissaires sont Al Rosen et Michael Horgan. Le site web de la société de Rosen mentionne : « En plus de son MBA et de son doctorat, [Rosen] est membre des Comptables agréés de l'Ontario et de l'Alberta (FCA), membre et compagnon de la Société des comptables en management du Canada (FCMA), membre et compagnon de la Hong Kong Society of Accountants (FHKSA), un examinateur de fraude agréé (CFE), un professionnel de l'assurance agréé (CIP), un expert-comptable agréé (CPA) et un spécialiste en juricomptabilité (CA-IFA).

Al Rosen est connu pour avoir déjà été mêlé aux finances de l'Ontario. La vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, a contesté les chiffres du budget de 2017 concernant le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables du gouvernement libéral. Elle a déclaré à l'époque : « Facturer les Ontariens pour la consommation d'électricité à un tarif inférieur au coût de production signifie que la province devra emprunter des milliards de dollars pour couvrir le manque à gagner. Pour que cela ne soit pas reflété dans les livres comptables, ils ont créé de la comptabilité créative afin de le faire disparaître des déclarations du gouvernement. » *Le Globe and Mail* a rapporté que Mme Lysyk « a mis en doute la pratique courante consistant à engager certains consultants pour donner des avis comptables favorables ».

Le juricomptable Al Rosen a déclaré à l'époque : « En règle générale, il n'est pas difficile d'embaucher des consultants pour donner des avis comptables favorables au Canada, en partie parce que les normes sont flexibles. Vous pouvez vous rendre à n'importe quelle firme indépendante d'experts-comptables et les embaucher pour qu'ils vous donnent un avis sur ce que vous voulez. L'éthique a été jetée par les fenêtres. » M. Rosen n'a pas dit si l'éthique de sa propre entreprise est allée au diable ou si, aujourd'hui, son embauche en tant que consultant/commissaire « constituait une opinion comptable favorable » pour le nouveau gouvernement de l'Ontario afin qu'il puisse continuer les stratagèmes pour payer les riches et l'offensive antisociale.

Le troisième commissaire, Michael Horgan, est un ancien sous-ministre fédéral des Finances. Depuis qu'il a démissionné de son poste de sous-ministre, Horgan travaille pour le célèbre institut néolibéral CD Howe. En tant que membre de la Commission de l'Ontario, Horgan a déjà écrit le 23 août dans le *Globe and Mail* une lettre d'opinion où il fait l'éloge de la décision des conservateurs de Ford de privatiser la vente de marijuana dans la province. Horgan a écrit : « On devrait féliciter le premier ministre ontarien Doug Ford pour l'amélioration de la structure du marché ontarien de la marijuana la semaine dernière. Il a décidé de privatiser la vente au détail de la marijuana dans la province. Cela représente un revirement par rapport au choix du gouvernement précédent de placer la vente au détail entre les mains d'un monopole gouvernemental à coût élevé. »



Les liens de la Commission sont sans contredit avec l'establishment financier et ses intérêts privés privilégiés dominants. Les commissaires ont des antécédents de service fidèle au programme néolibéral. Néanmoins, le premier ministre Ford persiste dans la mascarade en qualifiant la commission d'« indépendante ». Indépendante de quoi, peut-on se le demander ? Certainement pas du programme antisocial du gouvernement de l'Ontario, bien que cela implique que la commission soit « indépendante du gouvernement » et qu'on peut se fier à son objectivité, et donc à la défense de l'intérêt

public. Mais c'est le cri de tous les charlatans qui engagent des consultants pour renforcer un ordre du jour déjà convenu.

En ce qui concerne la vérification ligne par ligne des finances du gouvernement précédent, le gouvernement progressiste-conservateur a annoncé le 14 août l'embauche de la firme Ernst and Young Canada. Manifestement et sans honte, Ernst and Young faisait partie d'un groupe de sociétés de firmes comptables à l'échelle mondiale que le précédent gouvernement Wynne avait consulté et utilisé pour obtenir l'approbation pour sa « comptabilité créative » et qui a été remise en question de manière évidente comme étant malhonnête par la vérificatrice générale de l'Ontario et par celui qui est maintenant le commissaire Al Rosen. Celui qui paie les musiciens, commande la danse.

Le ministre des Finances de l'Ontario, Vic Fedeli, a annoncé le 30 août que la Commission avait terminé ses travaux et présenté son rapport. « Nous prendrons le temps d'examiner leur rapport pour nous assurer que les implications de ses recommandations soient considérées dans leur intégralité et que le rapport soit publié dans son intégralité, comme promis dans les semaines à venir. Nous sommes déterminés à rétablir la reddition des comptes et la confiance dans les finances de l'Ontario », a dit Fedeli.

Ernst and Young doit terminer son examen ligne par ligne d'ici le 30 septembre.

Les événements en cours exigent la vigilance des travailleurs et des citoyens de l'Ontario et, plus important encore, la façon de définir leur propre programme. La pression est que tout le monde réagisse à l'ordre du jour fixé par les cercles dirigeants, notamment les tentatives de semer des divisions dans le système politique basées sur des formulations intéressées de « droite » versus « gauche ». Les travailleurs doivent garder fermement leur orientation dans toutes les situations en

raison de leur combat permanent pour les droits et s'investir du pouvoir. Ce faisant, ils peuvent se donner une vision à partir de laquelle ils analysent ce qui se passe et élaborent leur propre programme en fonction des considérations qui favorisent leurs intérêts.

(Sources : Gouvernement de l'Ontario, Globe and Mail, Toronto Star, Institut C.D. Howe, Conseil canadien des affaires)

Désinformation au sujet de l'économie dans les élections au Québec

- Pauline Easton -

La désinformation de la classe dirigeante et de ses médias au sujet de l'économie est chose courante. Elle prive les travailleurs d'une perspective sur le monde tel qu'il est qui, une conception du monde qui permette de trouver une voie vers l'avant qui leur soit favorable et qui soit favorable à tous les citoyens et citoyennes. Le monde tel qu'il est, et non une interprétation et une déformation par une poignée de riches oligarques, révèle la nécessité que les travailleurs prennent l'économie en charge. La désinformation sur l'économie sert à maintenir le privilège, la richesse et le pouvoir des oligarques et à empêcher que se concrétisent une perspective prosociale et une nouvelle direction pour l'économie.

Cela est devenu très évident dans la campagne électorale au Québec. Sur toutes les questions importantes pour les travailleurs, les partis en lice pour former le prochain gouvernement, leurs chefs et les médias inondent les ondes d'une désinformation sur la réalité à laquelle le Québec est confronté. La façon dont les chefs s'expriment dans les débats spectacles et ailleurs montre que la vie du peuple et les problèmes auxquels il est confronté sont complètement noyés par la rivalité des partis du pouvoir et leurs efforts frénétiques pour former un gouvernement au service des riches.

Aucune information sérieuse n'est fournie sur l'économie sauf par *Chantier politique*, le journal en ligne du Parti marxiste-léniniste du Québec (pmlq.qc.ca). Les « débats » des chefs, qui sont des spectacles montés suivant un scénario très précis et qui excluent d'ailleurs 14 des 18 partis officiellement reconnus dans cette élection, attisent des animosités de toutes sortes. L'immigration est traitée avec une charge d'hostilité envers les migrants et immigrants et c'est fait pour dissimuler la réalité que les migrations internes et l'immigration étrangère servent les grandes entreprises et les ravages qu'elles font dans l'économie du Québec et dans celle de l'Ontario et d'autres régions. Les plus grands trafiquants d'êtres humains sont les riches et leurs oligopoles supranationaux qui crient à la « pénurie de main-d'oeuvre » si la concurrence entre travailleurs n'est pas assez forte pour faire baisser les salaires ou si les travailleurs ne sont pas immédiatement disponibles pour les grands projets de l'oligarchie financière et autres.





Les « chefs » des riches confondent aussi immigration et responsabilité humanitaire envers les réfugiés. Et dans les deux cas, comme pour tous les travailleurs d'ailleurs, les personnes concernées ne sont pas traitées comme des êtres humains ayant le droit de faire des réclamations à la société, qu'une société moderne est tenue de satisfaire. Elles sont plutôt classées dans différentes catégories à dénigrer et à criminaliser. Des animosités sont créées entre résidents et citoyens, les uns associés au terrorisme, les autres associées à de grandes prétentions moralisatrices à propos des valeurs et de l'identité, et tous sont criminalisés. Pendant ce temps, aucun des problèmes économiques, politiques, culturels ou sociaux liés à la vie du peuple et à l'économie ne sont abordés.

Quel que soit le gouvernement au pouvoir, il administrera l'économie du Québec, qui est la deuxième économie régionale du pays après celle de l'Ontario. Au Québec, comme c'est le cas partout au pays, la classe dirigeante croit que la prospérité est assurée en ouvrant le pays au pillage de nos ressources et de notre travail et que l'endettement personnel, commercial et étatique envers des prêteurs privés est nécessaire pour enrichir les riches.

L'idée que la prospérité est réalisée en payant les riches relève de l'idéologie de ceux à qui cela sert. Le corps politique est bombardé par des notions abrutissantes à propos de « retombées » pour le peuple quand les riches s'enrichissent et que cela permet de maintenir des emplois ou d'améliorer le niveau de vie d'une classe moyenne fictive et que tôt ou tard le peuple en tirera profit. Les gens savent que ce n'est pas vrai, mais la répétition de la fausse croyance idéologique sert le but de dénigrer tous ceux qui luttent pour les droits du peuple en les accusant d'être des extrémistes motivés par l'idéologie qui n'ont pas à cœur le bien-être du peuple. Cela sert à briser le tissu social et la tranquillité d'esprit des travailleurs et de leurs familles. Plus les gens ressentent de l'insécurité parce que l'économie est orientée vers payer les riches, plus les gens doivent persister à faire valoir leurs réclamations à la société. C'est ce qui humanise l'environnement naturel et social et ouvre la voie au progrès de la société.

À titre d'information

Cette économie qui n'est pas discutée dans les élections au Québec

L'élection du 1er octobre va mettre en place un nouveau gouvernement du Québec. Il administrera la deuxième plus grande économie à l'intérieur du Canada et l'une des plus importantes en Amérique du Nord. [1] Le PIB combiné de l'Ontario et du Québec est plus important que celui de tous les États américains sauf quatre : la Californie, le Texas, New York et la Floride.

Le PIB québécois aux prix du marché de 2016 était de 394,819 milliards de dollars (en dollars enchaînés de 2007). Le PIB du Québec représentait 19,4 % du PIB total du Canada, soit 2 035,506 milliards de dollars.

La production des biens

La production des biens au Québec représente 87,558 milliards de dollars du PIB, soit 22,2 % du PIB québécois total de 394,819 milliards de dollars aux prix de base.

Les industries de service

Les industries productrices de services représentent 231,072 milliards de dollars du PIB, soit 58,5 % de l'ensemble du PIB québécois.



Les secteurs économiques les plus importants au Québec selon le PIB

- le secteur manufacturier = 44,401 milliards de dollars
- les services immobiliers et services de location et de location à bail = 37,579 milliards de dollars
- les soins de santé et l'aide sociale = 25,243 milliards de dollars
- l'administration publique = 22,252 milliards de dollars
- la finance et l'assurance = 20,138 milliards de dollars
- la construction = 19,831 milliards de dollars
- le commerce de détail = 19,122 milliards de dollars
- le commerce en gros = 19,029 milliards de dollars
- les services éducatifs = 18,773 milliards de dollars

À noter que les deux secteurs productifs dans les régions se retrouvent bien au bas de la liste selon le PIB :

- l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse = 5,450 milliards de dollars (cela n'inclut pas la fabrication de produits forestiers)
- l'extraction minière, l'extraction en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz = 4,596 milliards de dollars

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PAR SECTEUR (SCIAN)

	Unité	2011	2015	2016
■ PIB aux prix de base (\$ enchaînés de 2007) ¹²⁴	M\$	298 465,4	314 060,5	318 867,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	M\$	4 782,8	5 219,4	5 450,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	M\$	3 344,9	4 620,8	4 595,7
Services publics	M\$	12 550,5	12 865,1	12 958,1
Construction	M\$	20 374,2	19 398,0	19 830,8
Fabrication	M\$	43 849,1	44 800,0	44 400,5
Commerce de gros	M\$	17 334,4	19 129,8	19 029,3
Commerce de détail	M\$	17 136,3	18 396,3	19 121,9
Transport et entreposage	M\$	12 212,2	13 482,4	13 934,4
Industrie de l'information et industrie culturelle 	M\$	9 950,0	9 880,1	10 064,0
Finance et assurances	M\$	17 869,8	19 604,6	20 138,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	M\$	32 988,3	36 535,5	37 578,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	M\$	16 002,1	17 525,4	17 693,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	M\$	2 234,6	2 335,9	2 354,0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	M\$	7 742,8	8 073,0	8 195,1
Services d'enseignement	M\$	17 844,9	18 682,4	18 772,9
Soins de santé et assistance sociale	M\$	23 524,1	24 900,6	25 243,1
Arts, spectacles et loisirs 	M\$	2 528,5	2 724,1	2 773,4
Hébergement et services de restauration	M\$	6 606,2	7 129,3	7 422,5
Autres services, sauf les administrations publiques	M\$	6 663,4	6 680,4	6 775,9
Administrations publiques	M\$	22 541,0	21 827,5	22 251,6

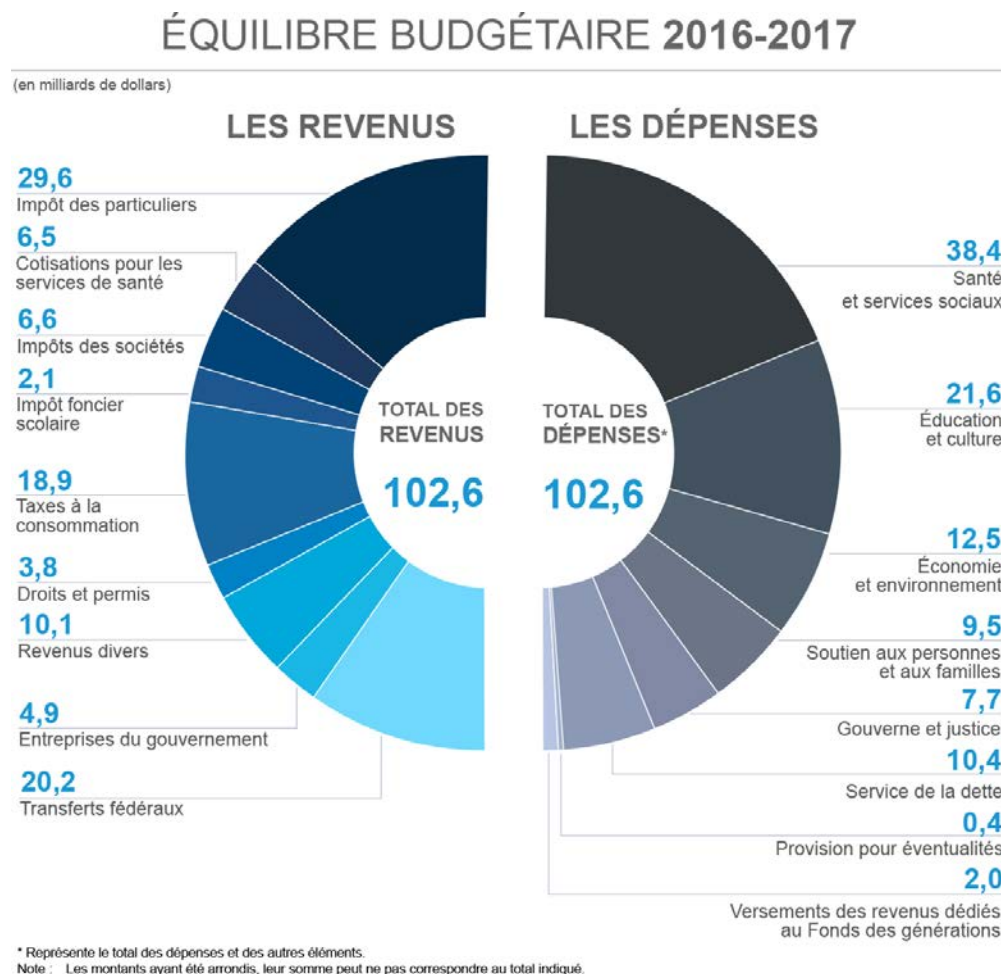
(La liste complète se retrouve dans [Le Québec chiffres en main](#) publié par l'Institut de la Statistique du Québec.)

La dette publique brute

- la dette publique brute du Québec aux prêteurs privés en 2016 = 207,709 milliards de dollars (chiffres tirés du budget du gouvernement du Québec)
- la dette publique brute du Québec selon le pourcentage du PIB = 55 % (2016)
- intérêts payés sur la dette brute aux prêteurs privés en 2016 = 10,4 milliards de dollars
- les paiements d'intérêts sur la dette étaient la 4e plus grande dépense dans le budget de 2016

immédiatement après :

- services de santé et l'aide sociale = 38,4 milliards de dollars
- éducation and culture = 21,6 milliards de dollars
- économie et environnement = 12,5 milliards de dollars



La main d'oeuvre du Québec

- La population du Québec est de 8 321 888.
- La main-d'oeuvre active dans l'économie socialisée des personnes âgées de 15 ans et plus, occupant tous deux un emploi ou au chômage = 4 448 300
- Le taux de participation de toutes les personnes de 15 ans et plus dans la population active à la fois employées et en recherche active de travail = 64,9 %
- Travailleurs salariés sur le marché du travail à temps plein et à temps partiel = 4 133 100
- Travailleurs sans emploi dans la population active = 315 200 (7,09 % de l'effectif total)
- Nombre de travailleurs employés dans le secteur de la production de biens = 844 400 (20,43 % de la main-d'oeuvre occupée).)

- Nombre de travailleurs employés dans le secteur des services = 3 288 700 (79,57 % des travailleurs)

L'emploi au Québec (15 ans et plus)

	2013	2014	2015	2016	2017
Personnes					
Total, toutes les industries	4 060,8	4 059,7	4 097,0	4 133,1	4 223,3
Secteur de la production de biens	885,6	862,8	837,0	844,4	856,3
Agriculture	54,6	55,8	54,5	56,5	57,1
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	35,1	32,6	31,3	31,2	36,2
Foresterie et exploitation forestière et activités de soutien à la foresterie	15,2	12,2	10,1	9,5	12,1
Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	x	1,9
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	19,0	19,3	20,8	20,9	22,1
Services publics	29,6	29,0	27,9	27,5	25,2
Construction	272,1	255,6	234,7	236,0	245,8
Fabrication	494,2	489,8	488,6	493,1	492,1
Biens durables	277,4	280,2	281,8	284,4	277,7
Biens non durables	216,8	209,5	206,9	208,7	214,4
Secteur des services	3 175,2	3 196,9	3 260,0	3 288,7	3 366,9
Commerce de gros et de détail	645,2	644,9	662,5	652,4	664,9
Commerce de gros	139,7	134,3	140,5	150,7	159,7
Commerce de détail	505,6	510,6	521,9	501,8	505,2
Transport et entreposage	183,0	185,6	196,5	195,6	206,8
Finance, assurances, services immobiliers et de location	217,0	218,2	215,1	216,0	233,8
Finance et assurances	162,9	159,4	170,0	157,2	178,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	54,1	58,8	45,1	58,8	55,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	306,8	298,7	315,7	311,9	328,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	153,5	155,1	169,3	182,0	181,8
Services d'enseignement	279,9	274,1	278,0	280,2	293,1
Soins de santé et assistance sociale	553,8	569,2	576,5	581,8	577,7

Le secteur manufacturier

Tous les chiffres sont de 2016.

- Le PIB manufacturier = 44,401 milliards de dollars
- La part du PIB manufacturier par rapport au PIB total du Québec de 394,82 milliards de dollars = 11,25 %
- La part du secteur manufacturier québécois au Canada selon les revenus totaux^[4] tirés du secteur manufacturier = 23,9 % (la part de l'Ontario est de 47,9 %)
- Ensemble des emplois dans le secteur manufacturier au Québec = 457 767
- Travailleurs du secteur directement engagés dans la production = 310 826
- Total des salaires (de tous les travailleurs) = 22 243 milliards de dollars
- Salaire moyen (de tous les travailleurs) = 48 590 \$

Les revenus totaux (en milliers de dollars)

Ensemble du Québec	158 794 436
311 Fabrication d'aliments	25 788 754
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac	4 638 666
313 Usines de textiles	863 962
314 Usines de produits textiles	757 688
315 Fabrication de vêtements	1 411 900
316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	148 118
321 Fabrication de produits en bois	8 523 724
322 Fabrication du papier	8 753 575
323 Impression et activités connexes de soutien	2 400 111
324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon	10 529 937
325 Fabrication de produits chimiques	10 109 782
326 Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	8 023 704
327 Fabrication de produits minéraux non métalliques	3 550 665
331 Première transformation des métaux	19 247 921
332 Fabrication de produits métalliques	9 149 555
333 Fabrication de machines	7 376 111
334 Fabrication de produits informatiques et électroniques	4 108 381
335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	3 573 956
336 Fabrication de matériel de transport	22 671 896
337 Fabrication de meubles et de produits connexes	3 879 839
339 Activités diverses de fabrication	3 286 191

Données sur l'emploi en production comparé à l'emploi total

	Emploi Total	Emploi en production
Ensemble du Québec	457 767	310 826
311 Fabrication d'aliments	64 466	47 112
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac	9 258	4 685
313 Usines de textiles	3 704	2 788
314 Usines de produits textiles	2 854*	1 943*
315 Fabrication de vêtements	8 973	6 665*
316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x
321 Fabrication de produits en bois	29 590	23 824
322 Fabrication du papier	15 112	11 105
323 Impression et activités connexes de soutien	15 700	12 080
324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon	2 769	2 185
325 Fabrication de produits chimiques	20 876	11 089
326 Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	29 428	21 161
327 Fabrication de produits minéraux non métalliques	14 171	10 379
331 Première transformation des métaux	18 490	13 806
332 Fabrication de produits métalliques	43 178	31 407
333 Fabrication de machines	F	F
334 Fabrication de produits informatiques et électroniques	13 948	7 525
335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	10 556	7 312
336 Fabrication de matériel de transport	45 989	31 646
337 Fabrication de meubles et de produits connexes	24 518	17 737
339 Activités diverses de fabrication	17 447	11 210

- x : Donnée confidentielle
- F : Donnée peu fiable, ne peut être diffusée

La distribution régionale du secteur manufacturier au Québec

Statistiques principales du secteur de la fabrication, Québec et régions administratives, 2013-2016						
Année : 2016 / Régions administratives ou secteurs de fabrication : Régions administratives						
	Revenus totaux k\$	Revenus des biens fabriqués k\$	Dépenses totales k\$	Salaires et traitements k\$	Emploi total n	Emploi à la production n
Ensemble du Québec	158794436	148925929	143383050	22243035	457767	310826
Bas-Saint-Laurent	3078706	2964015	2730381	428093	8519	6629
Saguenay--Lac-Saint-Jean	6277910	6083514	5399776	663553	11420	8521
Capitale-Nationale	7773715	7071036	6283654	1332643	26349	16279
Mauricie	4080009	3942105	3585992	625413	14476 *	10787 *
Estrie	9389988 **	8581160 **	8382122 **	1388177 **	27141 **	19501 **
Montréal	44181740	41425439	40396241	5989700	106487	73181
Outaouais	1682569	1569164	1494905	223732	4275 *	3108
Abitibi-Témiscamingue	4481229	4330437	4065062	313981	5483	4033
Côte-Nord	2519931	2431115	2513458	365039 *	6224 *	5080 *
Nord-du-Québec	417297	415267	376199	60644	1188	994
Gaspésie--Îles	670742	641973	652529	91003	3150 *	2728 *
Chaudière-Appalaches	16675821	15907136	15279393	1856683	39469	29026
Laval	3772622	3474310	3480553	700613	15784 **	11962 **
Lanaudière	4528813	4259177	4123303	804803 *	17260 *	12652 *
Laurentides	8398896	7683623	7749860	1141490	21172	14285
Montréal	32369709	30169793	29206949	4942925	91620	62586
Centre-du-Québec	8494738	7976667	7662671	1314543	F	F

F : Donnée peu fiable

Notes :

Données révisées pour l'année 2015.

Les chiffres ayant été arrondis, la somme des éléments peut ne pas correspondre au total.

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % interpréter avec prudence.

** : Coefficient de variation supérieur à 25 % estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

Source :

Statistique Canada (SC), Enquête annuelle sur l'industrie manufacturière et sur l'exploitation forestière, 2013 à 2016, adapté par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Les importations et exportations du Québec

Total des exportations (2017) = 85,10 milliards de dollars [2]

Destination des exportations (2017 - approximative)

- États-Unis = 60,276 milliards de dollars (70,8 % du total)
- Chine = 2,86 milliards de dollars (3,36 % du total)
- Mexique = 1,755 milliard de dollars
- France = 1,693 milliard de dollars
- Japon = 1,363 milliard de dollars

Principaux produits d'exportation (2017)

- 1) Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces = 10 milliards de dollars
- 2) Aluminium et alliages d'aluminium sous forme brute = 7,5 milliards de dollars
- 3) Minerais et concentrés de fer = 2,4 milliards de dollars

Les exportations d'électricité vers les États-Unis et le reste du Canada = 1,527 milliard de dollars (2014)

65 % de ces exportations ont été destinées aux États-Unis (993 millions de dollars) et 35 % (534 millions de dollars) au reste du Canada.

Total des importations au Québec (2017) = 77,401 milliards de dollars

Importations au Québec et pays d'origine (2017) :

- États-Unis = 24,641 milliards de dollars (31,8 % du total)
- Chine = 10,95 milliards de dollars (14,18 %)
- Allemagne = 3,597 milliards de dollars
- Royaume-Uni = 3 278 milliards de dollars
- Mexique = 1,902 milliard de dollars

Principaux produits d'importation (2017 - tous les chiffres en dollars sont approximatifs en dollars enchaînés de 2007)

- Pièces d'aéronefs et autres équipements aérospatiaux = 6,5 milliards de dollars
- Produits pharmaceutiques et médicaux = 3,4 milliards de dollars

La balance commerciale dans le secteur de l'énergie est particulièrement importante (chiffres de 2013) :

- Électricité = 1,527 milliard de dollars (excédent)
 - Pétrole = -12,197 milliards de dollars (déficit)
 - Gaz naturel = -1,244 milliard de dollars (déficit)
 - Charbon = -90 millions de dollars (déficit)
- Déficit total dans le secteur de l'énergie = -12,178 milliards de dollars

Origine de l'approvisionnement en pétrole brut à partir de 2006, 2013 et 2014 (notez l'augmentation spectaculaire des Amériques, principalement aux États-Unis) :

	2006	2013	2014
Amériques (incluant le Canada)	15,1 %	19,7 %	63,1 %
Mer du Nord	38,7 %	21,7 %	8,6 %
Afrique, Moyen-Orient et autres pays	46,2 %	58,7 %	28,3 %

Comparez le commerce Québec 2014 avec le reste du Canada et internationalement

Total des exportations du Québec vers le Canada et les autres pays (2014) = 172,777 milliards de dollars

Exportations internationales (2014) = 105,365 milliards de dollars[3]

Exportations du total des biens et services du Québec vers le reste du Canada (2014) = 67,412 milliards de dollars

Les exportations vers le reste du Canada représentent 39 % des exportations totales et 18 % du PIB du Québec.

Pour une information plus détaillée sur tous les produits disponibles, [voir la page interactive de Statistique Canada](#). Statistique Canada énumère tous les produits exportés du Québec, à la fois au Canada et à l'étranger, dans une longue liste. Choisissez un produit et cliquez sur *Appliquer*. Par exemple, faites défiler jusqu'à *Aéronefs* et appliquez et vous obtenez :

- Exportations interprovinciales d'avions = 0,659 milliard de dollars
- Exportations internationales d'avions = 6,347 milliards de dollars

Les lecteurs doivent savoir que les Québécois et le gouvernement québécois ne contrôlent pas les importations et les exportations. Le contrôle est exercé en vertu de la propriété des sociétés engagées dans le commerce. La propriété de la plupart des entreprises a une portée supranationale, le contrôle étant principalement exercé à l'extérieur du Québec. Le commerce, tant les importations et que les exportations, est motivé par les intérêts privés des oligarques qui possèdent et contrôlent les entreprises en question. Les Québécois et les gouvernements n'ont pas de contrôle souverain sur le commerce, qui constitue pourtant un secteur majeur de l'économie. Les oligopoles supranationaux sont devenus si grands et puissants qu'ils veulent éliminer toute autorité publique sur le commerce et le soumettre à leur autorité privée pour servir leurs intérêts privés, non les intérêts du peuple québécois et de son économie.

Discussion sur les rapports économiques

Le problème des rapports économiques émanant d'autorités telles que les gouvernements, Statistique Canada et les grandes entreprises est qu'ils ont un parti pris et une perspective anti-travailleurs. Ils refusent de reconnaître que les travailleurs, par leur temps de travail, transforment la richesse naturelle en valeur économique. L'utilisation des prix du marché ou des comptes d'entreprises comme base dans la rédaction des rapports et la publication de chiffres économiques détourne l'attention de l'examen et de la compréhension de la source réelle de la valeur économique et de la recherche de solutions aux problèmes économiques favorisant le peuple et son économie.

Les préjugés antiouvriers et antisociaux et les perspectives de l'élite dirigeante font de la classe ouvrière un coût de production plutôt qu'une source de valeur. Au lieu de voir la classe ouvrière comme le facteur le plus précieux d'une économie moderne et de garantir aux travailleurs leur bien-être, leurs droits et leur sécurité en tant que moyens de garantir le bien-être et la sécurité de tous, l'économie s'attaque au facteur humain, celui qui produit toute la valeur économique. Une transformation fondamentale des perspectives et des pratiques est nécessaire si l'on veut humaniser les lieux de travail et l'environnement social et naturel, garantir le bien-être et la sécurité des travailleurs et les intérêts généraux de la société. La lutte pour le renouveau démocratique et un Québec moderne qui défend les droits de tous et toutes doit être sérieusement engagée si l'on veut résoudre les problèmes de l'économie et réaliser le rêve de bâtir une nouvelle société digne des êtres humains.

Notes

1. À 794,835 milliards de dollars, le PIB de l'Ontario est devenu deux fois plus grand que celui du Québec, principalement en vertu de la croissance de l'activité économique et de la population. La population du Grand Toronto est près de sept millions d'habitants, soit à peine un million et demi de moins que la population de l'ensemble du Québec (8,4 millions).

2. Les chiffres sont en dollars 2007 enchaînés. Le total apparaît beaucoup moins qu'en dollars courants à cause de l'inflation. Cependant, les chiffres semblent supérieurs au PIB du Québec. En fait, de nombreuses méthodes sont utilisées pour signaler l'activité économique, ce qui se traduit par une grande variation de résultats. Les totaux d'exportation utilisés ici sont les prix du marché au moment de la vente en dollars équivalents de 2007. Le prix de vente comprend à la fois la valeur ancienne et la valeur nouvelle de la marchandise, contrairement au PIB, qui est conçu pour mesurer uniquement la nouvelle valeur ajoutée au cours d'une période de déclaration donnée, généralement un an. Si le PIB était déclaré aux prix du marché des biens et services, il inclurait la valeur déjà déclarée pour une

période antérieure et non seulement la valeur produite au cours de l'année en question.

3. Les chiffres de 2014 de Statistique Canada sont au prix de base ou en cours et ne sont pas enchaînés au dollar de 2007 pour tenir compte de l'inflation. Ils semblent donc beaucoup plus élevés que les chiffres ci-dessus tirés de la publication de l'Institut de la statistique du Québec *Le Québec chiffres en main*, qui sont en dollars enchaînés.

4. Le revenu total est le produit brut des ventes. Cela inclut à la fois l'ancienne valeur précédemment produite dans les marchandises vendues et la nouvelle valeur que les travailleurs de la production active produisent et ajoutent aux produits au cours de l'année considérée. Le revenu total (revenu brut) diffère du PIB en ce que le PIB ne contient généralement que la valeur nouvellement produite à partir de l'année de déclaration ; dans le cas contraire, le PIB rapporterait à nouveau, la nouvelle valeur ayant déjà produit de la valeur à partir des années précédentes.

(Sources : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec ; Statistiques Canada ; canada.ca ; *Le Québec chiffres en main* de l'Institut de la statistique du Québec ; budget du gouvernement du Québec)

Ne touchez pas au Venezuela!

La « responsabilité de protéger » ne doit pas servir de justification pour l'agression contre le Venezuela!

- Margaret Villamizar -



Le plus récent ballon d'essai de l'impérialisme américain en vue d'une intervention militaire « humanitaire » au Venezuela a été lancé par le sinistre secrétaire général de l'Organisation des États américains (OÉA) Luis Almagro. Après avoir échoué récemment à aborder le sujet directement, il est revenu à la charge, dissimulant son message pro-guerre derrière un soi-disant souci de protéger le peuple vénézuélien contre son propre gouvernement.

La semaine dernière, Almagro a effectué une visite très médiatisée dans la ville colombienne de Cucuta près de la frontière du Venezuela. Il y a accusé le Venezuela de causer une « crise

humanitaire » et une « crise de migration » tout en ne disant rien des difficultés causées au peuple par le blocus économique, commercial et financier criminel imposé par les États-Unis contre ce pays.

Lors d'une conférence de presse qu'il a tenue à Cucuta en compagnie du ministre des Affaires étrangères colombien et son ambassadeur à l'OÉA, un journaliste a demandé à Almagro s'il pensait qu'une intervention militaire était « la solution en ce qui concerne le Venezuela ». Il a répondu : « Pour ce qui est d'une intervention militaire pour renverser le régime de Nicolas Maduro, je crois qu'aucune option ne devrait être exclue. »

Dénonciations de l'option militaire préconisée par le secrétaire général de l'OÉA

La possibilité d'une intervention militaire préconisée par Almagro a été critiquée de toutes parts. La vice-présidente du Venezuela, Delcy Rodriguez, a dit que son gouvernement dénoncerait Almagro aux Nations unies et dans d'autres instances internationales pour sa promotion d'une intervention militaire et ses attaques contre la paix en Amérique latine et les Caraïbes.

Le président bolivien, Evo Morales, a dit qu'attaquer le Venezuela, c'est attaquer toute l'Amérique latine et que par ses propos, Almagro a confirmé qu'il a cessé d'être le secrétaire général de l'OÉA et est devenu un agent civil des complots de coup d'État de Trump.

Le gouvernement de l'Équateur a émis une déclaration disant que la crise au Venezuela doit être résolue par des moyens pacifiques et démocratiques et que seuls les Vénézuéliens doivent décider de leur avenir. Il a rejeté toute déclaration en appui au recours ou aux menaces de recours à la force dans les relations internationales et a dit que de tels gestes sont contraires aux principes du droit international, de la Charte des Nations unies et aux principes à la base des relations internationales de l'Équateur enchâssés dans sa constitution.



Il y a même 11 des 14 pays membres du « Groupe de Lima » mis sur pied pour isoler le Venezuela et provoquer un changement de régime dans ce pays qui se sont publiquement dissociés des propos d'Almagro. Par voie de communiqué émis le 15 septembre, les 11 ont exprimé leur « préoccupation et leur rejet de toute action ou déclaration préconisant une intervention militaire ou le recours à la violence ainsi que toute menace d'un recours à la force au Venezuela ». Le Canada est l'un des trois pays du Groupe de Lima qui ont refusé de signer la déclaration. Les deux autres sont la Colombie et la Guyane. [1]

Les gouvernements de Cuba, du Nicaragua et de l'Uruguay, ainsi que des partis politiques, des organisations, des personnalités de la région et l'équipe éditoriale du journal dont le journaliste a posé la question à Almagro ont dit condamner l'idée de quelque intervention militaire contre le Venezuela par les États-Unis ou par quiconque. Le gouvernement du Nicaragua a fait remarquer qu'une semaine plus tôt, lors d'un sommet latino-américain à Miami, Almagro a dit aux participants que la communauté internationale devait également « asphyxier » le gouvernement du

Nicaragua. Il a dit que les déclarations d'Almagro, en sa capacité de secrétaire général de l'OÉA, constituent « une menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales et une sérieuse violation des principes les plus fondamentaux du droit international ».

Les tergiversations du secrétaire général fauteur de guerre

Devant le rejet sans équivoque de son appel à être « ouvert à toutes les options » d'actions contre le Venezuela, Almagro a essayé de faire marche arrière en prétendant de façon hypocrite que ses paroles avaient été mal interprétées. Le 16 septembre, il a publié une vidéo sur le site web de l'OÉA pour expliquer, de manière non convaincante, qu'il n'avait pas voulu dire ce qu'il avait dit. « On a assumé », a-t-il dit, « que nous parlons de violence, d'une attaque militaire et que nous serions en faveur d'une agression armée. Ce n'est pas vrai. » Il n'a pas expliqué ce qu'il avait voulu dire, qui est censé être différent de ce que tout le monde a compris.

Dans sa vidéo, Almagro dit que la communauté internationale avait le devoir moral d'« agir » contre la « dictature vénézuélienne » et il invoque la doctrine impérialiste de la « responsabilité de protéger » comme fondement de son appel à l'action. [2] Cherchant désespérément à plaider sa cause, il a accusé le gouvernement vénézuélien de violation du droit humanitaire international et de crimes contre l'humanité et a affirmé que l'OÉA avait transmis des témoignages à ce sujet à la Cour pénale internationale. Il a même suggéré que le refus « d'agir » face au Venezuela était comparable au refus d'agir pour arrêter le « génocide au Rwanda ou « lorsque Pol Pot a massacré son propre peuple » au Cambodge. Voilà pourquoi la responsabilité de protéger doit demeurer une option, a-t-il déclaré. Malgré ses protestations, il ne peut y avoir de doute sur ce que demande le secrétaire général ?

Que fait le Canada dans tout cela ?

Le refus du gouvernement Trudeau de signer la déclaration du Groupe de Lima rejetant les viles tentatives d'Almagro de promouvoir la guerre et l'agression, comme son refus grossier de condamner l'attentat du 4 août contre le président Maduro et des fonctionnaires vénézuéliens, laissent entendre qu'il trame quelque chose.

S'il y a une leçon à tirer de tout cela c'est que les Canadiens doivent être vigilants face à ce que l'on compte dire ou faire en leur nom dans les prochains jours et les prochaines semaines, que ce soit aux Nations unies ou ailleurs, probablement au nom de la « responsabilité de protéger », pour tenter de justifier une nouvelle agression contre le Venezuela sous une forme ou une autre. Ils doivent aussi intensifier le travail pour instaurer un gouvernement antiguerre et pour faire du Canada une zone pour la paix pour qu'il ne serve plus de base pour l'ingérence, l'agression et le changement de régime dirigés par les États-Unis partout dans le monde.

Ne touchez pas au Venezuela !

Appuyons le droit à l'autodétermination du peuple vénézuélien !

Notes

1. Les signataires de la déclaration du Groupe de Lima sont les gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Paraguay, du Pérou et de Sainte-Lucie.

2. La responsabilité de protéger est présentée par ses défenseurs – dont le Canada est un des plus notoires – comme un « nouveau » principe directeur du droit international. Le but visé est de contourner l'interdiction de la menace du recours à la force ou du recours à la force contre des

États souverains telle qu'enchaînée dans la Charte et les principes fondateurs des Nations unies sous prétexte d'arrêter ou d'empêcher des atrocités. Cette doctrine approuve les interventions internationales contre les États souverains, y compris l'intervention armée, s'ils ne protègent pas leur population du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité. La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 est considérée comme un exemple de la doctrine de la « responsabilité de protéger ». Le ministre canadien des Affaires étrangères d'alors, Lloyd Axworthy, un promoteur bien connu de la doctrine, a invoqué des événements qui se sont produits dans différents pays africains. En 2009, le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a publié son rapport intitulé « La mise en oeuvre de la responsabilité de protéger » pour codifier cette doctrine impérialiste dans la politique de l'ONU.

On y a eu recours pour la première fois et aussi la seule fois officiellement contre la Libye en 2011 alors que le Conseil de sécurité de l'ONU avait autorisé le recours à la force contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi, donnant le feu vert aux États-Unis et à l'OTAN pour qu'ils lancent leur guerre de destruction pour un changement de régime au nom de « protéger les civils menacés ». Le Canada est un des pays qui a activement fait pression sur le Conseil de sécurité à ce moment-là pour une intervention contre la Libye sous l'égide de la responsabilité de protéger. Le Canada a aussi été à l'origine d'une résolution (non contraignante) à l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2016 qui visait à justifier une agression contre la Syrie par l'alliance militaire de l'OTAN dirigée par les États-Unis advenant que le gouvernement du pays n'assume pas sa « responsabilité de protéger ».

(Sources : Prensa Latina, teleSUR, El Telégrafo, La Opinión, Tortilla con Sal)

Cuba défend les relations internationales amicales et défend son droit d'être

Réception à Ottawa pour la présidente du groupe d'amitié interparlementaire Cuba-Canada



Le 18 septembre, Ottawa Cuba Connections a organisé une réception pour accueillir Gladys Mercedes Lopez, la nouvelle présidente du groupe d'amitié interparlementaire Cuba- Canada, en visite à Ottawa. Gladys est également membre de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba . Plus de 40 amis de Cuba ont assisté à la réception et étaient impatients d'entendre parler du travail du Groupe interparlementaire. Gladys Mercedes Lopez a également parlé de la discussion

en cours au sein de la société cubaine sur le projet de proposition pour la nouvelle constitution de la République de Cuba.

Dans ses remarques, Gladys a souligné la grande importance de la discussion qui a lieu à Cuba sur le projet de Constitution alors que les derniers changements ont été apportés à la Constitution en 1976. Les habitants de tout le pays discutent en ce moment des modifications proposées à 224 articles de la présente Constitution. Elle a souligné que 11 articles qui garantissent le caractère socialiste de la société cubaine sont irrévocables et ne feront pas partie d'un vote référendaire sur la nouvelle constitution.



Certains des changements proposés concernent l'économie, définissant le droit à la propriété privée, la forme principale étant la propriété des moyens de production par l'État .

Les ébauches de propositions incluent également des définitions de citoyenneté dans lesquelles les droits et les devoirs des citoyens ont été élargis.

Un nouveau chapitre est proposé sur les relations internationales, qui consacre la nécessité du travail de solidarité et de la coopération avec les pays les plus démunis.

Des changements importants sont proposés concernant le rôle des assemblées municipales, qui permettraient à ce niveau de gouvernement de proposer des développements stratégiques pour leurs régions. Les assemblées provinciales seraient remplacées par un gouverneur qui dirigerait le gouvernement provincial dont le rôle principal serait de coordonner les travaux des assemblées municipales.

De nombreux changements sont également en cours de discussion concernant le fonctionnement et le rôle de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, chargée d'élire le président et d'élire le Conseil des ministres à la demande du président. L'une des nouvelles propositions envisagées est la création du poste de premier ministre à la tête du Conseil des ministres.

Des discussions ont également lieu sur la question des limites d'âge, en particulier pour le poste de président, et ce poste serait également limité à deux mandats de cinq ans.

Un nouvel article est proposé pour garantir le droit au mariage entre personnes de même sexe.

Gladys a également souligné que les jeunes sont pleinement impliqués dans les discussions sur le projet de constitution. Puisque l'âge du vote à Cuba est de 16 ans, des discussions approfondies ont lieu dans toutes les écoles de Cuba pour mobiliser tous les jeunes dans ces décisions importantes.

Les consultations ont commencé le 13 août et se termineront le 15 novembre. Compte tenu de tous les points de vue et propositions recueillis lors des consultations, un nouveau projet de proposition sera finalisé et soumis à un référendum dans tout le pays.

Cela devrait être terminé au début de 2019 et Gladys a expliqué qu'une fois la nouvelle constitution adoptée, cela nécessitera beaucoup de travail pour l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, qui devra modifier de nombreuses lois et en ajouter de nouvelles pour assurer la

conformité.

Dans ses remarques durant l'événement, Gladys a également parlé du travail important du groupe d'amitié interparlementaire et de son rôle pour informer les membres du parlement au Canada sur des questions telles le blocus des États-Unis d'Amérique contre Cuba et ses conséquences pour l'économie et la vie du peuple cubain. Elle a également parlé du rôle important des groupes de solidarité pour informer tous les Canadiens et Québécois et elle a remercié tous les amis de Cuba au Canada et au Québec qui ont défendu le droit des Cubains de décider du type de système qui répond à leurs besoins.

Après les remarques de Gladys Mercedes Lopez, de nombreuses personnes l'ont remerciée pour son exposé très instructif et ont posé de nombreuses questions. La réunion s'est terminée par une discussion animée qui s'est poursuivie tout au long de la réception qui clôturait le programme.



L'administration Trump renforce le blocus contre Cuba



Piquet tenu à Ottawa, le 17 mai 2018, pour dénoncer le blocus des États-Unis contre Cuba

Le 17 de chaque mois, des piquets d'information se tiennent devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa et devant les consulats américains à Montréal et à Vancouver contre le blocus des États-Unis contre Cuba. Un blocus est un acte de guerre et le blocus des États-Unis contre Cuba se poursuit depuis plus de 50 ans pour tenter de vaincre la révolution cubaine et contraindre le peuple à se soumettre au diktat et à l'annexion des États-Unis.

Le 14 septembre 2018, la Mission permanente de Cuba auprès des Nations unies a publié un communiqué de presse précisant comment l'administration actuelle de Donald Trump avait renforcé le blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain à Cuba depuis 1962. Le 16 juin 2017 à Miami, Donald Trump a signé le « Mémoire de la politique présidentielle sur le renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba ». Ce document a abrogé la directive du président Barack Obama du 14 octobre 2016 intitulée « Normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba ». Cela a provoqué un recul par rapport à la position de l'administration précédente, qui avait choisi de prendre des mesures en faveur du démantèlement du blocus, a souligné la mission cubaine à l'ONU. Le communiqué continue :



En conséquence, le 8 novembre 2017, les départements américains du commerce, de la trésorerie et d'État ont publié de nouvelles réglementations et dispositions. Des restrictions ont été imposées pour les voyages dans la catégorie « peuple à peuple » et les restrictions sur les voyages éducatifs, qui ont eu un impact sur la diminution des voyageurs de ce pays à Cuba en 2018 et, par conséquent, sur l'activité de dizaines de milliers de travailleurs Cubains qui travaillent à leur compte.

Le même jour, le département d'État a publié une « Liste des entités et sous-entités cubaines

restreintes », qui comprend 179 sociétés. L'objectif de cette mesure est de continuer à entraver les relations économiques et commerciales des sociétés cubaines avec des partenaires américains et de pays tiers potentiels. L'impact extraterritorial a été considérable en 2018, car la liste des ressortissants spécialement désignés par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers a suscité une certaine confusion.



Les banques et les institutions d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont imposé des conditions et ont créé des obstacles pour continuer à fonctionner avec des entreprises et des ambassades cubaines qui sont leurs clients depuis des années. Parmi les principaux effets enregistrés, à la suite de cet effet d'intimidation, on peut citer : l'interdiction des transferts de fonds en dollars américains ou d'autres monnaies librement convertibles ; l'annulation des comptes des ambassades et des

entreprises ayant des intérêts cubains à l'étranger, ainsi que des services financiers pour les entreprises liées à Cuba et le refus d'accorder des facilités de crédit ou le traitement de lettres de crédit.

En relation avec les prétendus symptômes ou problèmes de santé signalés par un groupe de diplomates de l'ambassade des États-Unis à Cuba, le gouvernement américain a pris la mesure injustifiée de déclarer un avertissement de voyage qui recommande aux visiteurs potentiels de reconsidérer leur intention de voyager dans notre pays. Cette mesure a eu pour effet de réduire considérablement le nombre de visiteurs des États-Unis, qui s'abstiennent de voyager, entre autres parce que les compagnies d'assurance prennent très au sérieux les alertes aux voyageurs. Cette mesure du gouvernement américain a été appliquée sans aucune preuve avérée de dommages réels subis par les personnes résidant à l'ambassade des États-Unis à Cuba et sans qu'aucun des cinq millions de visiteurs de cette année n'ait signalé de tels symptômes.

Selon le même prétexte, le gouvernement des États-Unis a demandé unilatéralement et de manière injustifiée le retrait d'un nombre important de diplomates cubains de l'ambassade à Washington. Parmi eux se trouvait le personnel du bureau économique et commercial, chargé d'explorer les possibilités et les canaux d'échanges commerciaux dans le cadre extrêmement étroit des permis et des exceptions au blocus fourni par le gouvernement américain. Ceci a un impact supplémentaire sur les échanges commerciaux bilatéraux limités.

Le rapport de Cuba sur la résolution 72/4 sur le besoin de mettre fin au blocus des États-Unis

Introduction

Le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par le gouvernement des États-Unis d'Amérique depuis presque soixante ans est le système de sanctions unilatérales le plus injuste, le plus sévère et le plus prolongé jamais appliqué à aucun pays. D'avril 2017 à mars 2018, période que couvre le présent rapport, la politique du blocus contre Cuba s'est intensifiée et continue d'être appliquée dans toute sa rigueur.

Le gouvernement des États-Unis a fait reculer significativement les relations bilatérales avec Cuba à partir du 16 juin 2017, date à laquelle le président Donald Trump a signé le « Mémorandum présidentiel de sécurité nationale sur le renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba », dont l'un des principaux objectifs est de durcir le blocus contre l'île. En novembre de cette même année, les départements du Commerce, du Trésor et d'État ont édicté de nouvelles réglementations et dispositions pour donner suite à ce Mémorandum.



Les mesures appliquées limitent encore plus le droit des Étasuniens de voyager à notre pays et imposent des obstacles supplémentaires aux opportunités déjà limitées du secteur des affaires des États-Unis à Cuba, compte tenu du fait que les institutions et les personnes physiques ou morales étasuniennes sont interdites de réaliser des transactions avec 179 entreprises cubaines.

Les nouvelles sanctions contre Cuba ont entraîné une diminution sensible du nombre de visiteurs en provenance des États Unis et entravé sérieusement les relations économiques et commerciales des entreprises cubaines avec d'éventuels partenaires des États-Unis et des pays tiers. Ces mesures portent atteinte non seulement à l'économie de l'État cubain, mais aussi à celle du secteur non public.

Le renforcement de l'application extraterritoriale du blocus a été l'une des manifestations caractéristiques du durcissement de cette politique, qui a une forte incidence sur les relations internationales de Cuba dans le domaine des finances et du crédit.

Au cours des derniers mois, la traque permanente des transactions financières cubaines et des opérations bancaires et de crédit avec Cuba à l'échelle mondiale s'est intensifiée, ce qui a causé de graves préjudices à l'économie du pays, en particulier aux activités commerciales des entreprises et aux relations des banques nationales avec la banque internationale.

Le durcissement du blocus a été accompagné d'une rhétorique agressive, menaçante et sans scrupules qui, associée aux conditions établies au plus haut niveau du gouvernement étasunien, engendre une plus grande méfiance de la part des institutions financières, des sociétés et des fournisseurs étasuniens de peur de se voir infliger des amendes pour avoir eu des relations avec Cuba.

Le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis constitue le plus gros obstacle au développement de toutes les potentialités économiques, à la mise en oeuvre du Plan national de développement économique et social du pays, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable et, en général, de par sa nature extraterritoriale, aux relations économiques, commerciales et financières avec les États Unis et le reste du monde.

Les préjudices provoqués par presque soixante ans de blocus se chiffrent à 933 678 000 000 dollars, compte tenu de la dépréciation du dollar face à l'étalon-or sur le marché international ; et à plus de 134 499 800 000 dollars à prix courants.

Durant la période que couvre ce rapport, le blocus a causé des pertes se chiffrant à 4 321 200 000

dollars.

Cette politique d'agression économique, de pair avec la promotion de la subversion interne, réaffirment l'objectif du gouvernement étasunien, à savoir détruire le système économique, politique et social librement choisi par le peuple cubain.

Le blocus reste une violation massive, flagrante et systématique des droits humains des Cubaines et des Cubains et s'avère un acte de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948). Il constitue une violation de la Charte des Nations Unies et du droit international et un obstacle à la coopération internationale.

Il est impératif que les États-Unis agissent d'après les 26 résolutions adoptées par la communauté internationale dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies et qu'ils mettent fin de façon inconditionnelle à la politique de blocus.

Pour lire le texte au complet du Rapport de Cuba sur la « *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique* » [cliquer ici](#)

Des spécialistes médicaux cubains rejettent la théorie des « attaques contre la santé » des diplomates américains

Le 13 septembre, une réunion a eu lieu à Washington entre des experts scientifiques des États-Unis et de Cuba pour discuter des symptômes de santé signalés par des diplomates américains accrédités à La Havane. Le groupe multidisciplinaire cubain, composé de neuf scientifiques et médecins membres d'un groupe de l'Académie des sciences de Cuba, était dirigé par Johana Tablada, directrice générale adjointe de la section du département des États-Unis auprès du ministère des Affaires étrangères et l'ambassadeur de Cuba à Washington, José. R. Cabañas.

L'équipe américaine était présidée par Kenneth Merten, secrétaire principal adjoint pour l'hémisphère occidentale, et était composée de personnel médical du département d'État des États-Unis.

Avant cette réunion, l'équipe cubaine avait examiné les rares informations fournies par l'ambassade des États-Unis au sujet des incidents présumés, des publications d'une équipe médicale de l'Université de Pennsylvanie, notamment un article publié par le *Journal of American Medical Association (JAMA)*, ainsi que les conclusions des enquêtes policières menées séparément par les autorités du ministère de l'Intérieur de Cuba et le FBI.

Lors de la réunion, l'équipe cubaine a reçu un résumé décrivant les résultats des examens médicaux précédemment rapportés dans le *JAMA*, et a présenté son analyse des limites de cette étude, remettant en question ses principales conclusions ainsi que l'interprétation scientifique des symptômes rapportés.

À la fin de l'échange, les experts cubains ont noté que les informations fournies ne corroboraient pas les hypothèses d'attaques contre la santé et de lésions cérébrales suggérées jusqu'ici par le département d'État pour expliquer les symptômes évoqués par ses diplomates.

En particulier, ils ont réaffirmé qu'avec les informations échangées, il n'était pas possible de prouver l'existence d'un nouveau syndrome médical neurologique de lésion cérébrale, ni d'affirmer que des lésions cérébrales causées par des coups à la tête avaient été provoquées sans qu'un traumatisme crânien n'ait eu lieu. C'est impossible.

Ils ont observé que les preuves médicales présentées avaient de sérieuses limitations. La plupart des cas décrits présentent des symptômes tels que maux de tête, nausées, étourdissements et troubles subjectifs de l'équilibre et du sommeil, produits par des troubles fonctionnels et des maladies telles que l'hypertension, le stress et bien d'autres maladies très répandues aux États-Unis et dans le monde.

L'exactitude des rapports peut également avoir souffert du délai moyen de 203 jours entre les incidents allégués et les enquêtes médicales signalées.

Les tests neuropsychologiques, considérés comme plus objectifs, ont été interprétés avec des critères inhabituels qui, appliqués à un groupe de sujets sains, les considéreraient presque tous comme malades. Si des critères standard établis à l'échelle internationale avaient été utilisés, seuls deux individus pouvaient être considérés comme affectés, ce qui pourrait être attribué à diverses maladies préexistantes.

Selon le rapport, seuls trois individus présentant une perte auditive légère ou modérée ont été identifiés, mais chacun d'entre eux présentait des audiogrammes qui s'apparentent à des conditions différentes et probablement préexistantes.

Aucune découverte indiquant une lésion cérébrale n'a été rapportée en imagerie cérébrale. Chez deux individus, des signes légers ont été rapportés et dans un autre, des signes modérés, non spécifiques, selon les évaluateurs, apparaissent dans de nombreuses maladies et pourraient être attribués à des processus survenus avant leur voyage à Cuba. Les experts Cubains n'ont pas pu accéder à ces images.

Les études scientifiques, les enquêtes policières menées à Cuba et par le FBI, ainsi que les informations partagées par le département d'État, révèlent une absence de preuve de tout type d'attaque ou d'acte délibéré.

La délégation cubaine a catégoriquement rejeté l'utilisation du terme « attaque » sans qu'il y ait de preuve à l'appui. Les fonctionnaires américains, pour leur part, ont dit qu'ils n'avaient aucune explication pour les incidents.

La délégation cubaine a exprimé sa volonté de coopérer et a réaffirmé qu'il était dans son intérêt de trouver une explication aux rapports décrits.

À cet égard, elle a rappelé que depuis que l'ambassade des États-Unis à La Havane avait informé le ministère des Affaires étrangères de prétendues « attaques acoustiques » contre certains de ses fonctionnaires, Cuba avait demandé et offert sa coopération maximale en février 2017 et a très tôt suggéré de tenir une réunion avec des experts médicaux des deux pays.

Elle regrette le manque d'accès aux informations cliniques et aux médecins qui ont évalué le personnel diplomatique ayant signalé des symptômes de santé.

Néanmoins, l'équipe médicale cubaine considère la tenue de la réunion comme une étape positive, bien qu'insuffisante. Jusqu'à présent, les échanges scientifiques et médicaux n'avaient eu lieu qu'indirectement, par l'entremise de la publication d'articles scientifiques, de déclarations politiques et des fuites regrettables aux médias. L'équipe médicale cubaine a invité l'équipe de

chercheurs américains à participer à un autre échange scientifique à La Havane dans un avenir proche, avec la participation des professionnels qui ont assisté directement les diplomates américains.

(Cubadebate)

**Le 73e anniversaire de la Journée de l'Indépendance du Vietnam et
le 45e anniversaire des relations canado-vietnamiennes**

**Événements à Ottawa, Montréal et Toronto
pour célébrer les liens de longue date
d'amitié et de commerce**



**Le ministre de la Culture, du Sport et du Tourisme du Vietnam, Nguyen Ngoc Thien, prend la parole
durant les célébrations à Ottawa, le 11 septembre 2018**

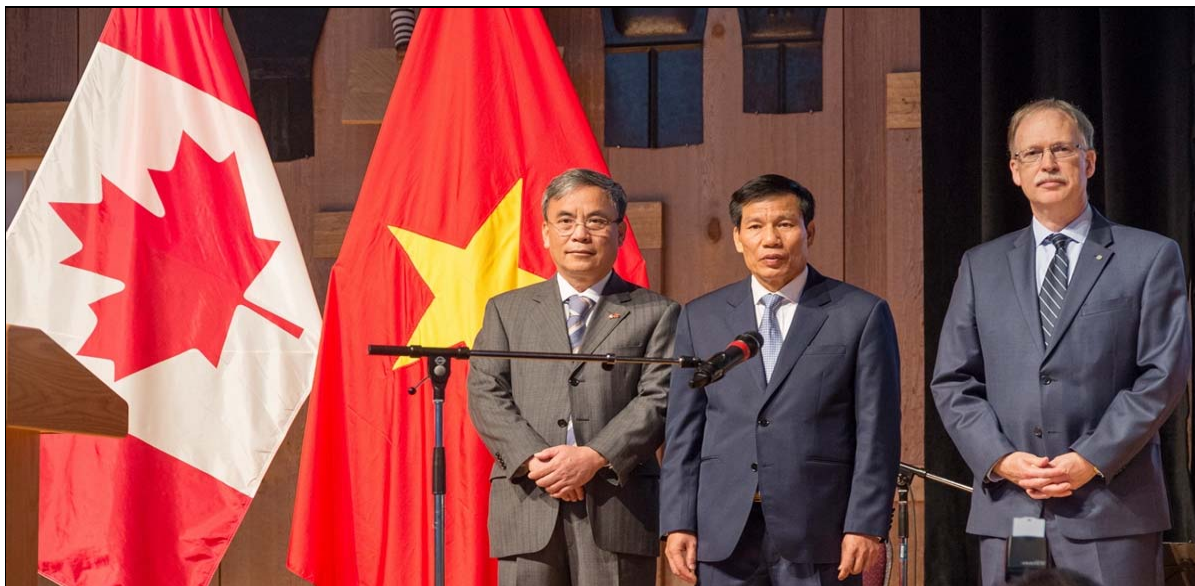
Le 2 septembre, le Vietnam célébrait sa Journée nationale. En ce jour en 1945, à Hanoï dans le square Ba Dinh, le grand dirigeant du peuple vietnamien, le président Ho Chi Minh, a lu la Déclaration d'indépendance. Il a proclamé l'établissement de la République démocratique du Vietnam, proclamant ainsi officiellement l'indépendance et la souveraineté du Vietnam de la France et du Japon.

Afin de célébrer cet événement ainsi que le 45e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et le Vietnam, la Semaine de la culture du Vietnam a été inaugurée à Ottawa et à Montréal.

Le mardi 11 septembre, à Ottawa, et le vendredi 14 septembre, à Montréal, ont eu lieu des réceptions et des spectacles culturels. Plusieurs centaines d'invités du corps diplomatique ainsi que plusieurs amis du Vietnam et des membres des communautés vietnamiennes d'Ottawa et de Montréal ont participé aux deux événements.

Des événements ont aussi eu lieu à Toronto en août et en septembre.

Ottawa



De gauche à droite, l'ambassadeur du Vietnam au Canada, Nguyen Duc Hoa, le ministre de la Culture, du Sport et du Tourisme du Vietnam, Nguyen Ngoc Thien et le ministre adjoint des Affaires étrangères du Canada Ian Shugart

Au Musée canadien de l'histoire à Gatineau, la cérémonie d'ouverture de la Semaine de la culture du Vietnam a pris son envol avec un discours de bienvenue de l'ambassadeur du Vietnam au Canada, Nguyen Duc Hoa.

Ensuite le ministre vietnamien de la Culture, des Sports et du Tourisme, Nguyen Ngoc Thien, a parlé du rôle important de la culture dans le développement de liens à l'échelle internationale. Il a fait valoir que pendant la Semaine de la culture du Vietnam, diverses activités telles les spectacles artistiques, les expositions photographiques, cinématographiques et touristiques formaient un pont d'amitié entre les deux peuples et contribuaient à ce que le peuple canadien comprenne davantage le pays, le peuple et la culture vietnamiens.

Ensuite, le ministre adjoint des Affaires étrangères du Canada Ian Shugart a pris la parole. Il a souligné le fait que les deux pays jouissent d'une amitié à long terme qui a donné de bons résultats en termes d'échanges commerciaux bilatéraux et de coopération en éducation.



Les discours ont été suivis de spectacles artistiques présentés par certains des musiciens, chanteurs et danseurs les plus connus au Vietnam. Leurs prestations étaient d'une grande qualité artistique et exprimaient la fierté du peuple vietnamien de ses réalisations et ont été accueillis par des applaudissements nourris.





Pour l'occasion, le hall principal du Musée canadien de l'histoire était magnifiquement décoré. Parmi les totems et les sculptures autochtones était disposée une très belle exposition photographique montrant des scènes pittoresques du Vietnam. Il y avait aussi des tables avec de la littérature et d'autres oeuvres culturelles.





Montréal

Le 15 septembre, il y a eu la cérémonie d'ouverture des Journées cinématographiques du Vietnam dans l'auditorium de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Dans le hall d'entrée, les gens ont été chaleureusement accueillis par les membres du personnel de l'ambassade de la République socialiste du Vietnam au Canada. La cérémonie a commencé par les mots de bienvenue de l'ambassadeur vietnamien au Canada, Nguyen Duc Hoa à la centaine de membres de l'auditoire. Ensuite le ministre vietnamien de la Culture, des Sports et du Tourisme, Nguyen Ngoc Thien, a souligné le rôle important que joue cette présentation de la culture vietnamienne pour cimenter les liens d'amitié entre le peuple vietnamien et le peuple canadien. Le dernier orateur était le ministre adjoint du ministère québécois des Relations internationales et Francophonie, Éric Marquis, qui a parlé des liens grandissants entre le Québec et le Vietnam dans différentes sphères tels les échanges économiques et la culture.

La soirée du 15 septembre était consacrée à un programme de chants et de danse où les artistes ont fait preuve d'un haut talent.. Les chants et les danses ont mis en lumière le trésor de la musique traditionnelle multiséculaire du Vietnam, de l'art inspiré par la guerre de libération nationale et de l'art qui reflète les conditions de vie du peuple dans diverses régions du pays comme les régions montagneuses et côtières. La prestation était imprégnée de grâce, d'élégance et d'une grande virtuosité, surtout dans le maniement des instruments traditionnels à cordes, chez les bois et à percussion. L'auditoire étaient ravis et a apprécié les diverses facettes de la culture vietnamienne ainsi que le haut niveau artistique des prestations. À la fin du spectacle, les artistes ont eu droit à une ovation debout. La soirée du 16 septembre a été consacrée à la présentation de films vietnamiens.

Toronto

Les représentants canadiens et vietnamiens ont participé à quatre événements à Toronto pour célébrer le 45^e anniversaire des relations diplomatiques entre la République socialiste du Vietnam et le Canada. Ces événements ont tous contribué à consolider les relations d'amitié entre les peuples canadien et vietnamien.

Le 23 août, la professeure Dai Trang Nguyen a fait le lancement de son livre *Ho Chi Minh : oeuvres choisis sur la paix, la démocratie et l'égalité des sexes* à l'université de Toronto. Il s'agit du troisième livre de la professeure Nguyen sur la vie et l'oeuvre de Ho Chi Minh, qui a dirigé le peuple vietnamien dans la défaite des colonisateurs français, des militaristes japonais et des impérialistes américains dans la lutte du Vietnam pour affirmer son indépendance et sa souveraineté, créant une nation d'une grande dignité, moderne éprise de paix..



Lancement du livre à Toronto, le 23 août 2018

La professeur Nguyen a fait des recherches exhaustives dans le but de populariser la vie et l'oeuvre de Ho Chi Minh pour que le legs et les contributions de cet immortel patriote et combattant vietnamien pour l'indépendance, la souveraineté du Vietnam et pour la paix mondiale soient connus des Canadiens et d'un plus grand public. Son livre, paru en anglais, en français et en vietnamien, comprend des lettres de Ho Chi Minh adressées à diverses personnalités politiques de son époque, y compris l'ancien premier ministre du Canada Lester Pearson. Lors du lancement, l'auteure a souligné le rôle que Ho Chi Minh avait joué pour faire en sorte que les femmes vietnamiennes jouent un rôle dirigeant dans les guerres de libération et dans l'édification d'une nouvelle société.



Le 31 août, une délégation d'hommes et de femmes d'affaires et de dirigeants politiques vietnamiens de Danang City, une ville côtière du Vietnam central, a fait une présentation à un groupe d'hommes et de femmes d'affaire dans le centre-ville de Toronto. Leur objectif était de

promouvoir des occasions d'investissement dans leur ville par les entrepreneurs canadiens, en particulier dans les secteurs touristiques et de haute technologie. Lors de cet événement, des compagnies canadiennes qui ont des activités au Vietnam ont aussi fait des présentations sur les conditions favorables qui s'offrent à eux au Vietnam et qui facilitent l'activité entrepreneuriale dans ce pays à l'avantage réciproque des Vietnamiens et des compagnies étrangères qui s'y trouvent.



Délégation de gens d'affaires et de dirigeants politiques vietnamiens de la ville de Danang en visite à Toronto, le 31 août 2018

Le 14 septembre, une délégation de l'Association d'amitié Vietnam-Canada (AAVC) a organisé une réunion avec une délégation de la Société Canada-Vietnam dans le centre-ville de Toronto pour partager les expériences et les idées sur comment développer les relations entre les deux peuples et les deux pays. Après un toast à l'amitié entre les peuples du Canada et du Vietnam, le docteur Nguyen Viet Thien, sous-ministre de la Santé du gouvernement vietnamien et président de l'AAVC a fait part de son appréciation des 45 ans de relations diplomatiques entre le Canada et le Vietnam et a affirmé qu'il y avait de grandes possibilités de développer ces relations encore plus par des échanges économiques, sociaux et culturels.

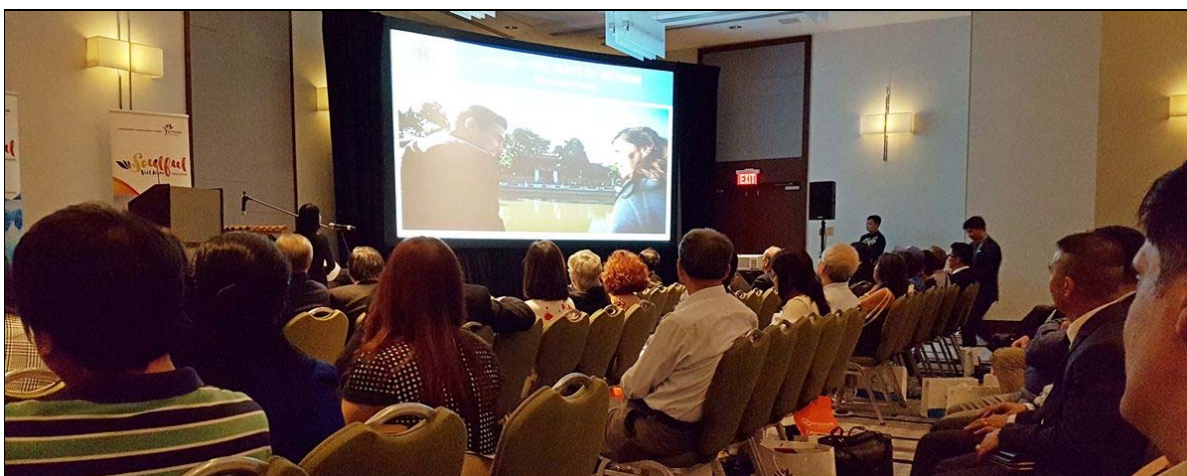
Nguyen Thi Tru Gian, la secrétaire générale de l'AAVC, a parlé des trois piliers des relations extérieures du Vietnam — état à état, parti à parti et peuple à peuple. Elle a dit que le Vietnam entretenait de bonnes relations avec le gouvernement Trudeau dans le secteur du bâtiment et qu'il souhaitait que ce partenariat soit resserré dans l'avenir. Elle a dit qu'elle souhaitait que la visite de la délégation engendrerait une amitié, une compréhension et une coopération entre les Canadiens et les Vietnamiens. Madame Nguyen a proposé des activités peuple à peuple, comme des possibilités d'échanges par le biais d'ONG, des échanges culturels et des relations entre entrepreneurs. Elle a aussi mentionné que le nombre d'étudiants vietnamiens au Canada, à la fois commandités par l'État et privés, avait presque doublé ces deux dernières années et que le Canada continuerait d'être un endroit où les jeunes Vietnamiens viendraient étudier dans l'avenir. Elle a aussi souhaité que plus de gens viennent visiter le Vietnam pour constater de visu la réalité de la vie dans son pays.



Rencontre à Toronto des organisations d'amitié Canada-Vietnam, le 14 septembre 2018

Les membres de la Société Canada Vietnam (SCV) ont pour leur part dit qu'ils étaient heureux de rencontrer leur organisation soeur du Vietnam et ont souligné que le peuple canadien a toujours été amical envers le peuple vietnamien, notamment pendant la guerre d'agression des États-Unis contre le Vietnam, alors que des dizaines de milliers de Canadiens sont descendus dans les rues de Toronto et dans d'autres villes pour condamner la guerre et appuyer la lutte de libération du peuple vietnamien. Les membres de la SCV se sont engagés à tout faire pour promouvoir et cimenter l'amitié peuple à peuple entre le Canada et le Vietnam dans l'intérêt de l'avantage réciproque et de la paix.

L'événement final a eu lieu le 17 septembre à l'hôtel Hilton dans le centre-ville de Toronto. Il s'agissait d'une exposition itinérante organisée par le ministère vietnamien de la Culture, des Sports et du Tourisme, avec l'appui du gouvernement de l'Ontario.



Exposition itinérante sur le tourisme au Vietnam, le 17 septembre, à Toronto

L'exposition itinérante a réuni des gens de l'industrie du tourisme au Canada et au Vietnam et des personnes intéressées à voyager au Vietnam. Près de 150 personnes ont pris part à l'événement. M. Nguyen Anh Tuan de l'Administration nationale vietnamienne du Tourisme a livré l'allocation d'ouverture et a précisé que c'était la première fois qu'un tel événement avait lieu au Canada. Il a souligné que le Vietnam est un pays qui se développe rapidement, que le tourisme représente 8 % du PIB du Vietnam et que tout est en place pour une croissance rapide de ce secteur de l'économie. M. Nguyen a affirmé que les visites au Vietnam permettent aux Canadiens de

s'imprégner de l'histoire, de la culture, de la diversité ethnique et de la beauté naturelle du pays et contribuent à leur offrir une image plus complète du Vietnam moderne. Il a ajouté qu'en 2017 près de 128 000 Canadiens avaient visité le Vietnam et que ce chiffre représente moins de 1 % du nombre total de visiteurs au Vietnam. Il a dit souhaiter que dans un avenir rapproché plus de Canadiens choisiront de voyager au Vietnam.

Lors de l'événement, il y a eu la présentation de plusieurs vidéos montrant la beauté des paysages vietnamiens ainsi que des spectacles de musiciens talentueux en costume traditionnel jouant des mélodies de la culture vietnamienne sur des instruments traditionnels. Des représentants de l'industrie touristique des deux pays ont saisi l'occasion pour échanger leurs coordonnées et mettre sur pied des réseaux d'affaires à avantage réciproque.

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca